

Ils attaquent la « bétonisation » du plateau de Saclay



Plateau de Saclay, jeudi 19 janvier. Les défenseurs de l'environnement parlent d'une même voix lorsqu'ils évoquent la « bétonisation » du plateau de Saclay. (LP/Gérald Moruzzi)

Le ballet quasi continu des engins de terrassement, les bâtiments bouchant progressivement l'horizon... Plusieurs associations locales de défense de l'environnement ont organisé ce jeudi leur visite à eux du plateau de Saclay, en dénonçant en chœur l'urbanisation de ce territoire destiné à devenir le plus grand pôle de recherche scientifique de France. « Nous demandons au Premier ministre un moratoire sur la bétonisation du site tant que tous les recours engagés n'ont pas été jugés », déclarent-ils, en réclamant la sauvegarde de l'activité agricole et des espaces naturels du plateau.

Depuis 2015, ces habitants et militants écologistes coordonnent leurs combats et multiplient les actions devant les institutions et les tribunaux contre ce projet inscrit dans le cadre d'une opération d'intérêt national depuis mars 2009. Ils ont par exemple récemment déposé un dossier à la commission des pétitions du parlement européen. « Il a été accepté et devrait être étudié dans les trois mois », se félicitent-ils, en redoutant qu'une « ville nouvelle sorte peu à peu de terre sur la frange sud du plateau avec une population de l'ordre de 35000 habitants ».

Président de l'association pour le maintien d'une agriculture paysanne Les Jardins de Cérès, Cyril Gérardin souscrit naturellement à cette action collective. Ce chercheur de l'Institut national de la recherche agronomique s'indigne face à « tout le mal qui est et sera fait aux sols sur ce plateau ». Il regrette également « l'absence d'une véritable concertation ». « Tout a été imposé par l'Etat sans débat avec la population locale », appuie aussi Claudine Parayre.

S'il réfute l'accusation de bétonnage (voir ci-contre), l'établissement public d'aménagement Paris-Saclay, réplique en indiquant avoir « consulté régulièrement, depuis le début du projet, les associations et citoyens du territoire ». Et de préciser que depuis 2009, il a « organisé ou participé à plus de 90 réunions publiques, ateliers de travail, comités de chantiers, réunions d'information et d'échange avec les associations et réunions explicatives sur des sujets techniques. La concertation est donc un sujet traité avec une très grande attention ».

Les terres agricoles de plus en plus morcelées ?



Plateau de Saclay, jeudi 19 janvier. Les associations craignent que les terres cultivées disparaissent progressivement sous le béton, au détriment des exploitants agricoles du plateau de Saclay.

(LP/G.M.)

Les terres agricoles du plateau de Saclay seront-elles peu à peu morcelées au fil des chantiers ? Terres Fertiles, une société civile qui œuvre pour le développement d'une agriculture durable en Ile-de-France, a déjà racheté une vingtaine d'hectares de champs dans le secteur. Selon son responsable, Laurent Sainte Fare Garnot, c'est « une démarche nécessaire ». Ce témoin s'interroge notamment sur l'avenir de la ferme de la Martinière, implantée non loin du centre du commissariat à l'énergie atomique de Saclay. « Sur leurs 190 ha, ils vont en perdre 70 », indique-t-il.

L'établissement public d'aménagement Paris-Saclay précise que « le morcellement progressif des terres agricoles « n'est pas possible » : « elles sont protégées par la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris qui a créé une zone de protection naturelle, agricole et forestière de 4 115 ha. Ce dispositif législatif unique en France préserve les exploitations dans le périmètre concerné ».

Le métro va-t-il défigurer le paysage ?



Villiers-le-Bâcle. Les associations de défense de l'environnement sont vent debout contre le projet de métro aérien. (DR)

Les champs du plateau de Saclay barrés par la ligne 18 du métro. La perspective inquiète les défenseurs de la nature. L'association Saclay citoyen juge ce projet, qui reliera d'ici 2023 le secteur à l'aéroport d'Orly, « inutile et trop coûteux (NDLR : 2,7 Mds€) par rapport au service qui sera rendu ». « Il ne répondra pas aux besoins des Essonnais qui représentent 70 % des travailleurs du secteur », soulignent les militants. Ils pointent plutôt « la nécessité d'une urgente amélioration des transports existants » et proposent une alternative au métro : la création d'un téléphérique reliant le RER B en vallée de l'Yvette au plateau. L'établissement public d'aménagement Paris-Saclay précise que ce projet de téléphérique est « inscrit dans le programme d'études du syndicat des transports d'Ile-de-France ». « Les terres agricoles sont protégées par la délimitation d'une zone de protection et prises en compte dans le cadre du tracé du métro », assure l'aménageur.

Concentrer la recherche, une idée dépassée ?



Plateau de Saclay, 19 janvier 2016. Transférer et concentrer une bonne partie des organismes de recherche sur un même territoire : l'idée est « dépassée » selon les défenseurs de l'environnement. (LP/G.M.)

Les défenseurs de l'environnement ne veulent pas d'une Silicon Valley à la française sur le plateau de Saclay. « Concentrer 20 % de la recherche d'un pays au sein d'un même pôle technologique est une idée qui date des années 1980 et qui est depuis longtemps dépassée, affirment-ils. Ce projet ne tient pas compte des études récentes montrant que la concentration des chercheurs sur un même lieu nuit à la performance, en créant des phénomènes de concurrence directe ». L'établissement public d'aménagement Paris-Saclay précise de son côté ne pas avoir imposé la création d'un tel regroupement : « les grandes écoles, institutions et entreprises ont décidé et voté avec leur conseil d'administration respectif de leur installation au sein du campus afin de bénéficier de cette mutualisation. »